

20090624296

Le 13 juillet 2023

CLINIQUE VETA INC.
Nicolas Marois
555 RUE Prince-Édouard
Québec (Québec)
G1K 8C7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1178912086
Numéro de référence de la demande : 020200103574434

Nom de l'entreprise : CLINIQUE VETA INC.

Objet : Envoi des statuts et du certificat de constitution

Vous trouverez ci-joints les statuts et le certificat de constitution que nous avons déposés au registre des entreprises le 13 juillet 2023 pour la société par actions CLINIQUE VETA INC.. Cette dernière a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions et immatriculée sous le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) 1178912086. Ce numéro lui servira d'identifiant et devra être mentionné lors de toute communication avec nous. L'avis établissant l'adresse du siège et la liste des administrateurs de la société a aussi été déposé au registre sous ce NEQ.

Notez que vous devez produire une déclaration initiale dans les 60 jours suivant la date d'immatriculation ou de constitution de la société. Vous pouvez remplir cette obligation en utilisant les services en ligne disponibles à **Québec.ca**. Une pénalité vous sera imposée en cas de retard.

Vous devez aussi produire chaque année, durant la période déterminée par règlement, une déclaration de mise à jour annuelle. De plus, s'il survient un changement concernant la société, vous devez mettre à jour les renseignements déclarés au registre en produisant, dans les 30 jours suivant la date de ce changement, une déclaration de mise à jour courante ou annuelle, selon le cas.

Vous pouvez utiliser les services en ligne à partir de l'espace sécurisé Mon bureau, disponibles à **Québec.ca**. En vous authentifiant à l'aide du code clicSÉQUR express ou clicSÉQUR - Entreprises, vous pouvez produire des déclarations en ligne, effectuer des paiements, suivre le traitement de vos demandes et recevoir les messages que le Registraire transmet à l'entreprise. Un code d'accès clicSÉQUR express lui sera automatiquement attribué et vous sera expédié par la poste dans un délai de 15 jours ouvrables. Si vous souhaitez obtenir un code d'utilisateur clicSÉQUR - Entreprises, vous devez inscrire l'entreprise à ce service. Pour plus d'information, consultez www.clicsequr.entreprises.gouv.qc.ca.

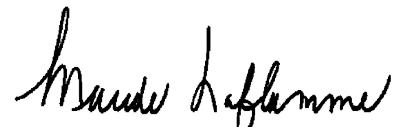
Par ailleurs, vous devez vérifier la légalité et l'exactitude du contenu du certificat que nous vous transmettons de même que les renseignements publiés au registre.

... verso

Si vous désirez obtenir des renseignements supplémentaires, nous vous invitons à consulter **Québec.ca**. Vous pouvez aussi communiquer avec Services Québec au 418 644-0075 si vous habitez la région de Québec, au 1 800 644-0075 (sans frais) si vous habitez ailleurs au Canada ou aux États-Unis, ou au 1 418 644-0075 (des frais s'appliquent) si vous habitez ailleurs dans le monde. Notez que le personnel de Services Québec peut donner des explications, mais devra s'en tenir à l'information qui figure dans cette communication. Si vous êtes un intermédiaire autorisé par le Registraire des entreprises à transmettre électroniquement des documents pour le compte d'un tiers, nous vous invitons à communiquer avec nous en utilisant les coordonnées que vous trouverez dans la Docuthèque.

Nous vous remercions de votre collaboration et de votre apport visant à maintenir la qualité de l'information présentée au registre des entreprises.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.



Maude Laflamme

p. j. Documents

Demande 020200103574434

NEQ Visé: 1178912086

Annotations au dossier en date du

2023-07-13

Date	Utilisateur	Annotation	Section du formulaire	Source

Date	Annotation	Détail
2023-07-12 11:06:51	NEQ attribué à l'entreprise:	1178912086

Demande 020200103574434

NEQ Visé: 1178912086

Motif de refus de noms

Date	Utilisateur	Annotation	Nom

Certificat de constitution

Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

J'atteste que la société par actions

CLINIQUE VETA INC.

a été constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions le 12 juillet 2023.

Déposé au registre le 13 juillet 2023 sous le
numéro d'entreprise du Québec 1178912086.

Yves Tepuri
Registraire des entreprises

Registraire
des entreprises
Québec 

Statuts de constitution

Loi sur les sociétés par actions, RLRQ, chapitre S-31.1

1 Nom de la société par actions

CLINIQUE VETA INC.

Version(s) du nom de la société dans une autre langue que le français, s'il y a lieu

2 Capital-actions

MA Annexe A - 12 catégories

3 Restrictions sur le transfert des titres ou des actions, s'il y a lieu

Annexe B (restrictions) 20230712

4 Nombre d'administrateurs

Nombre fixe

ou

Nombre minimal 1

Nombre maximal 10

5 Limites imposées aux activités, s'il y a lieu

Annexe C (activités) 20230707

6 Autres dispositions, s'il y a lieu

7 Date et heure à attribuer au certificat, s'il y a lieu

Date Heure

8 Fondateurs

Nom de famille et prénom du fondateur ou nom de la personne morale agissant à ce titre

Leboeuf, Cédric

Adresse complète

650 av. Samson Rivière-Beaudette (Québec) J0P1R0 Canada

Loi constitutive (titre et référence exacte) de la personne morale agissant à titre de fondateur

Nom de la personne autorisée par la personne morale

Signature électronique de

Cédric Leboeuf

Réserve à l'administration

Numéro de référence de la demande : 020200103574434

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1178912086

Désignation numérique :

Avis établissant l'adresse du siège et la liste des administrateurs

Loi sur les sociétés par actions, RLRQ, chapitre S-31.1

1 Nom de la société par actions

CLINIQUE VETA INC.

Version(s) du nom de la société dans une autre langue que le français, s'il y a lieu

2 Adresse du siège

1115 rue Principale Saint-Zotique (Québec) J0P1Z0 Canada

3 Liste des administrateurs

Nom de famille et prénom

Leboeuf, Cédric

Adresse du domicile

650 av. Samson Rivière-Beaudette (Québec) J0P1R0 Canada

Nom de la personne autorisée

Cédric Leboeuf

Signature électronique de

Cédric Leboeuf

Réserve à l'administration

Numéro de référence de la demande : 020200103574434

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1178912086

Désignation numérique :

Déclaration relative au nom

Nom de la société par actions : CLINIQUE VETA INC.

Je, soussigné(e), Cédric Leboeuf, déclare que des moyens raisonnables ont été pris afin de s'assurer que le nom choisi est conforme à la loi, et que je suis la personne autorisée à signer la présente déclaration.

Signature électronique de Cédric Leboeuf

ANNEXE A

AUX STATUTS DE CONSTITUTION

DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé de la société se compose de douze (12) catégories d'actions dont les droits, priviléges, conditions et restrictions sont les suivants :

1. ACTIONS DE CATÉGORIE « A » (ACTIONS ORDINAIRES)

1.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

1.2. Droit de vote

Les actions de cette catégorie comportent le droit de voter à toute assemblée des actionnaires. Elles confèrent le droit de recevoir un avis de convocation. Chaque actionnaire dispose, lors de l'assemblée, d'une (1) voix par action.

1.3. Dividende et reliquat des biens

Sujet aux droits et restrictions afférents aux autres catégories d'actions, les actions de cette catégorie, de pair avec les détenteurs d'actions de catégorie « L », comportent le droit :

- 1.3.1. de participer dans les biens, profits et surplus d'actif de la société et à cette fin de recevoir tout dividende déclaré;
- 1.3.2. de se partager le reliquat des biens lors de la dissolution, de la liquidation volontaire ou forcée ou toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société.

1.4. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

2. ACTIONS DE CATÉGORIE « B » (ACTIONS DE CONTRÔLE)

2.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale et ne peuvent être émises que si elles sont entièrement payées.

2.2. Droit de vote

Les actions de cette catégorie comportent le droit de voter à toute assemblée des actionnaires. Elles confèrent le droit de recevoir un avis de convocation. Chaque actionnaire dispose, lors de l'assemblée, d'une (1) voix par action.

2.3. Dividende et reliquat des biens

Les actions de cette catégorie ne comportent pas le droit de recevoir un dividende et ne participent aucunement dans les biens, profits et les surplus d'actif de la société

2.4. Remboursement

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les actions de catégorie « A », « C », « D », « E », « F », « G », « H », « I » « J », « K » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 2.5.

2.5. Rachat automatique

La société rachète automatiquement, pour un prix égal au prix de rachat à ce moment, les actions de cette catégorie appartenant à un actionnaire qui décède, fait faillite ou cession de ses biens, fait une proposition concordataire à ses créanciers, fait l'objet d'une saisie de ses actions de la société ou, de façon générale, se prévaut de toute loi en faveur des débiteurs insolubles. Le prix de rachat des actions de cette catégorie à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé pour ces actions, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, en cas de décès de l'actionnaire qui détenait les actions rachetées, la société doit, dans les soixante (60) jours, payer en entier le prix de rachat à la personne qui y a droit. En cas de faillite ou de cession des biens d'un détenteur d'actions de cette catégorie en vertu de toute loi en faveur de débiteurs insolvables, la société doit, dans les trente (30) jours, payer en entier le prix de rachat à la personne qui y a droit.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital actions émis et payé pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

2.6. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

2.7. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

3. ACTIONS DE CATÉGORIE « C » (ACTIONS DE ROULEMENT)

3.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

3.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec,

les actions de cette catégorie ne comportent pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

3.3. Dividende

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir un dividende mensuel, préférentiel et non cumulatif établi à un taux maximum de un pour cent (1 %) par mois, en priorité sur les actions de catégories « A », « D », « G », « H », « I », « J » et « L », à même les profits ou les fonds disponibles pour fins de dividendes, calculé sur la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 3.6. Ce dividende sera payable à l'époque et selon des modalités que le conseil d'administration pourra déterminer à sa discrétion. Ce dividende ne peut être déclaré pour plus d'un mois à la fois.

Le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de catégories « G », « H », « I » ou « J » et vice versa.

3.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les détenteurs d'actions de catégories « A », « D », « G », « H », « I », « J », « K » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 3.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

3.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

3.6. Rachat à la demande de l'actionnaire

Un actionnaire de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'il détient pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat à un moment donné est établi en additionnant les montants suivants :

- i) la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catégorie, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions; plus
- ii) une prime (surplus d'apport) égale à la différence entre la juste valeur marchande de la totalité des biens reçus par la société à l'occasion d'un échange de biens qui comportait, entre autres, l'émission d'actions de cette catégorie et le total formé de la somme versée, lors de l'échange de biens, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions et de la juste valeur marchande de tout bien, autre que les actions de cette catégorie, que la société a remis lors de l'échange de biens.

La juste valeur marchande des biens reçus par la société à l'occasion de l'échange est celle établie par la société et l'actionnaire au moment de l'émission de ces actions.

Si les autorités fiscales, fédérale ou provinciale, attribuent aux biens reçus par la société une juste valeur marchande différente de celle établie au moment de l'émission de ces actions, le montant de la prime est réduit ou augmenté en conséquence, à la condition que la société et l'actionnaire aient eu l'occasion de débattre avec l'autorité fiscale concernée ou devant le tribunal la validité de cette évaluation. L'évaluation retenue est alors celle :

- i) qui sert de base pour toute cotisation ou nouvelle cotisation dans le cas où elle ne fait pas l'objet d'un appel;
- ii) convenue entre la société, l'actionnaire et l'autorité fiscale concernée en règlement de toute cotisation, nouvelle cotisation ou projet de cotisation; ou
- iii) établie de façon définitive par le tribunal.

Advenant une différence entre l'évaluation fédérale et provinciale, le rajustement est effectué sur la base de la moins élevée de ces évaluations.

Si le prix de rachat est rajustée postérieurement au rachat d'une ou de plusieurs de ces actions, la société paie au détenteur des actions rachetées, ou le détenteur

rembourse à la société, la différence entre le prix de rachat de ces actions tel que rajusté et le prix de rachat initialement payé par la société.

Si des dividendes ont été payés avant le rajustement, la société ou l'actionnaire doit, selon le cas, payer ou rembourser le montant des dividendes dus.

Le paiement ou le remboursement est fait dans les soixante (60) jours de la date du rajustement du prix de rachat. Toutefois, la société ne peut faire aucun paiement qui contrevient aux articles 95, 96 et 104 de la *Loi sur sociétés par actions*.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

3.7. Rachat unilatéral

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions. La société ne peut toutefois racheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment. La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catégorie que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

3.8. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour

ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

4. ACTIONS DE CATÉGORIE « D » (ACTIONS DE ROULEMENT)

4.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

4.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les actions de cette catégorie ne comportent pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

4.3. Dividende

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir un dividende mensuel, préférentiel et non cumulatif établi à un taux maximum de un demi de pour cent ($\frac{1}{2}$ de 1 %) par mois, en priorité sur les actions de catégories « A », « G », « H », « I », « J » et « L », à même les profits ou les fonds disponibles pour fins de dividendes, calculé sur la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 4.6. Ce dividende sera payable à l'époque et selon des modalités que le conseil d'administration pourra déterminer à sa discrétion. Ce dividende ne peut être déclaré pour plus d'un mois à la fois.

Le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de catégories « G », « H », « I » ou « J » et vice versa.

4.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les détenteurs d'actions de catégories « A », « G », « H », « I », « J », « K » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 4.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les

actions de cette catégorie.

4.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

4.6. Rachat à la demande de l'actionnaire

Un actionnaire de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'il détient pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat à un moment donné est établi en additionnant les montants suivants :

- i) la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catégorie, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions; plus
- ii) une prime (surplus d'apport) égale à la différence entre la juste valeur marchande de la totalité des biens reçus par la société à l'occasion d'un échange de biens qui comportait, entre autres, l'émission d'actions de cette catégorie et le total formé de la somme versée, lors de l'échange de biens, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions et de la juste valeur marchande de tout bien, autre que les actions de cette catégorie, que la société a remis lors de l'échange de biens.

La juste valeur marchande des biens reçus par la société à l'occasion de l'échange est celle établie par la société et l'actionnaire au moment de l'émission de ces actions.

Si les autorités fiscales, fédérale ou provinciale, attribuent aux biens reçus par la société une juste valeur marchande différente de celle établie au moment de l'émission de ces actions, le montant de la prime est réduit ou augmenté en conséquence, à la condition que la société et l'actionnaire aient eu l'occasion de débattre avec l'autorité fiscale concernée ou devant le tribunal la validité de cette évaluation. L'évaluation retenue est alors celle :

- i) qui sert de base pour toute cotisation ou nouvelle cotisation dans le cas où elle ne fait pas l'objet d'un appel;
- ii) convenue entre la société, l'actionnaire et l'autorité fiscale concernée en règlement de toute cotisation, nouvelle cotisation ou projet de cotisation; ou
- iii) établie de façon définitive par le tribunal.

Advenant une différence entre l'évaluation fédérale et provinciale, le rajustement est effectué sur la base de la moins élevée de ces évaluations.

Si le prix de rachat est rajustée postérieurement au rachat d'une ou de plusieurs de ces actions, la société paie au détenteur des actions rachetées, ou le détenteur rembourse à la société, la différence entre le prix de rachat de ces actions tel que rajusté et le prix de rachat initialement payé par la société.

Si des dividendes ont été payés avant le rajustement, la société ou l'actionnaire doit, selon le cas, payer ou rembourser le montant des dividendes dus.

Le paiement ou le remboursement est fait dans les soixante (60) jours de la date du rajustement du prix de rachat. Toutefois, la société ne peut faire aucun paiement qui contrevient aux articles 95, 96 et 104 de la *Loi sur sociétés par actions*.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

4.7. Rachat unilatéral

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions. La société ne peut toutefois racheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment. La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catégorie que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du

Québec.

4.8. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut acheter de gré à gré la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à l'article 72 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

5. ACTIONS DE CATÉGORIE « E » (ACTIONS D'INVESTISSEMENT)

5.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

5.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

5.3. Dividende

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir un dividende annuel, préférentiel et non cumulatif établi à un taux maximum de huit pour cent (8 %) par année, en priorité sur les actions de catégories « A », « C », « D », « F », « G », « H », « I », « J » et « L », à même les profits ou les fonds disponibles pour fins de dividendes, calculé sur la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 5.6. Ce dividende sera payable à l'époque et selon des modalités que le conseil d'administration pourra déterminer à sa discrétion.

Le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de catégorie « G », « H », « I » ou « J » et vice versa.

5.4. Remboursement

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les actions de catégories « A », « C », « D », « F », « G », « H », « I », « J », « K » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 5.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

5.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actif de la société.

5.6. Rachat à la demande de l'actionnaire

Tout actionnaire de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'il détient et ce, pour une valeur de rachat égale au montant versé à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé pour ces actions, augmenté ou diminué pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

5.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

6. ACTIONS DE CATÉGORIE « F » (ACTIONS D'INVESTISSEMENT)

6.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

6.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

6.3. Dividende

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir un dividende annuel, préférentiel et non cumulatif établi à un taux minimum de huit pour cent (8 %) par année, en priorité sur les actions de catégories « A », « C », « D », « G », « H », « I », « J » et « L », à même les profits ou les fonds disponibles pour fins de dividendes, calculé sur la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 6.6. Ce dividende sera payable à l'époque et selon des modalités que le conseil d'administration pourra déterminer à sa discrétion.

Le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de catégorie « G », « H », « I » ou « J » et vice versa.

6.4. Remboursement

Les actions de cette catégorie comportent le droit de recevoir en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les actions de catégories « A », « C », « D », « G », « H », « I », « J », « K » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie, telle que décrite au paragraphe 6.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

6.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actif de la société.

6.6. Rachat à la demande de l'actionnaire

Tout actionnaire de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie entièrement payées qu'il détient et ce, pour une valeur de rachat égale au montant versé à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé pour ces actions, augmenté ou diminué pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

6.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des articles 95, 96 et 97 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

7. ACTIONS DE CATÉGORIE « G » (ACTIONS À DIVIDENDE DISCRÉTIONNAIRE)

7.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

7.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

7.3. Dividende

Chaque action de cette catégorie confère, à son détenteur, le droit de participer dans les biens, profits et surplus de l'actif de la société et à cette fin, de recevoir tout dividende déclaré. Le conseil d'administration de la société pourra aux modalités qu'il détermine et à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur les actions de cette catégorie. Le conseil d'administration de la société pourra également à sa discrétion, attribuer un dividende aux actions de cette catégorie, sans être tenu de déclarer quelque dividende sur les autres catégories d'actions ni de respecter la règle de l'égalité entre les actions de cette catégorie et les autres catégories d'actions.

De plus, le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur toute autre catégorie d'actions sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie et vice versa.

7.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, pari passu avec les détenteurs d'actions de catégories « H », « I » et « J », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 7.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

7.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

7.6. Rachat unilatéral ou à la demande du détenteur

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises ou tout détenteur d'actions de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie qu'il détient et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat des actions de cette catégorie à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catégorie, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catégorie que

moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

7.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

7.8. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

8. ACTIONS DE CATÉGORIE « H » (ACTIONS À DIVIDENDE DISCRÉTIONNAIRE)

8.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

8.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

8.3. Dividende

Chaque action de cette catégorie confère, à son détenteur, le droit de participer

dans les biens, profits et surplus de l'actif de la société et à cette fin, de recevoir tout dividende déclaré. Le conseil d'administration de la société pourra aux modalités qu'il détermine et à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur les actions de cette catégorie. Le conseil d'administration de la société pourra également à sa discrétion, attribuer un dividende aux actions de cette catégorie, sans être tenu de déclarer quelque dividende sur les autres catégories d'actions ni de respecter la règle de l'égalité entre les actions de cette catégorie et les autres catégories d'actions.

De plus, le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur toute autre catégorie d'actions sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie et vice versa.

8.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, pari passu avec les détenteurs d'actions de catégories « G », « I » et « J », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 8.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

8.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

8.6. Rachat unilatéral ou à la demande du détenteur

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises ou tout détenteur d'actions de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie qu'il détient et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat des actions de cette catégorie à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catégorie, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catégorie que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

8.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

8.8. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

9. ACTIONS DE CATÉGORIE « I » (ACTIONS À DIVIDENDE DISCRÉTIONNAIRE)

9.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

9.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

9.3. Dividende

Chaque action de cette catégorie confère, à son détenteur, le droit de participer

dans les biens, profits et surplus de l'actif de la société et à cette fin, de recevoir tout dividende déclaré. Le conseil d'administration de la société pourra aux modalités qu'il détermine et à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur les actions de cette catégorie. Le conseil d'administration de la société pourra également à sa discrétion, attribuer un dividende aux actions de cette catégorie, sans être tenu de déclarer quelque dividende sur les autres catégories d'actions ni de respecter la règle de l'égalité entre les actions de cette catégorie et les autres catégories d'actions.

De plus, le conseil d'administration de la société pourra, à sa discrétion, déclarer et payer des dividendes sur toute autre catégorie d'actions sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de cette catégorie et vice versa.

9.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, pari passu avec les détenteurs d'actions de catégories « G », « H » et « J », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 9.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catégorie.

9.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

9.6. Rachat unilatéral ou à la demande du détenteur

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catégorie entièrement payées qu'elle a émises ou tout détenteur d'actions de cette catégorie peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catégorie qu'il détient et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat des actions de cette catégorie à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catégorie, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catégorie que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

9.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

9.8. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

10. ACTIONS DE CATÉGORIE « J » (ACTIONS À DIVIDENDE DISCRÉTIONNAIRE)

10.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

10.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

10.3. Dividende

Chaque action de cette catégorie confère, à son détenteur, le droit de participer dans les biens, profits et surplus de l'actif de la société et à cette fin, de recevoir tout dividende déclaré. Le conseil d'administration de la société pourra aux

modalités qu'il détermine et à sa discréTION, déclarer et payer des dividendes sur les actions de cette catéGORIE. Le conseil d'administration de la société pourra également à sa discréTION, attribuer un dividende aux actions de cette catéGORIE, sans être tenu de déclarer quelque dividende sur les autres catégories d'actions ni de respecter la règle de l'égalité entre les actions de cette catéGORIE et les autres catégories d'actions.

De plus, le conseil d'administration de la société pourra, à sa discréTION, déclarer et payer des dividendes sur toute autre catéGORIE d'actions sans pour autant déclarer des dividendes sur les actions de cette catéGORIE et vice versa.

10.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catéGORIE ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, pari passu avec les détenteurs d'actions de catégories « G », « H » et « I », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catéGORIE telle que décrite au paragraphe 10.6, ainsi que tous les dividendes déclarés et impayés sur les actions de cette catéGORIE.

10.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catéGORIE n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

10.6. Rachat unilatéral ou à la demande du détenteur

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut, en tout temps, racheter unilatéralement les actions de cette catéGORIE entièrement payées qu'elle a émises ou tout détenteur d'actions de cette catéGORIE peut exiger, en tout temps et sur demande écrite, que la société lui rachète la totalité ou une partie des actions de cette catéGORIE qu'il détient et ce, pour un prix égal au prix de rachat de ces actions à ce moment, plus tous les dividendes déclarés et impayés sur ces actions.

Le prix de rachat des actions de cette catéGORIE à un moment donné est égal à la somme versée, lors de leur émission, à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé tenue pour les actions de cette catéGORIE, augmentée ou diminuée pour tenir compte de toute augmentation ou réduction subséquente du montant de capital-actions émis et payé afférent à ces actions.

La société ne peut racheter unilatéralement les actions de cette catéGORIE que moyennant le paiement entier de leur prix de rachat.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la

société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

10.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

10.8. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

11. ACTIONS DE CATÉGORIE « K » (ACTIONS D'ASSURANCE-VIE)

11.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

11.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

11.3. Dividende

Advenant le décès d'un détenteur d'actions de cette catégorie, les autres détenteurs d'actions de cette catégorie, dont les actions sont encore émises et en cours après le rachat des actions de cette catégorie tel que décrit au paragraphe 11.6 auront, de préférence aux détenteurs de toute autre catégorie d'actions, le droit de recevoir simultanément à la date du décès du détenteur dont les actions

de cette catégorie sont ainsi rachetées, mais sujet à ce que lesdits dividendes soient déclarés par le conseil d'administration, à même le surplus de la société qui pourrait être disponible pour le paiement de dividendes, un dividende égal au montant équivalent à celui inscrit au compte de dividende en capital de la société (en vertu du paragraphe 89(1), tel que cette expression est définie dans la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. 1985, c.1 (5e supp.) devant être constitué uniquement du produit de toute police d'assurance-vie reçue ou à recevoir par la société, divisé par le nombre d'actions de cette catégorie alors émises et en cours immédiatement après le décès du détenteur dont les actions de cette catégorie sont ainsi rachetées.

Le conseil d'administration pourra créer, à cette fin, un fonds de réserve pour un montant égal à celui mentionné au paragraphe précédent, lequel fonds de réserve ne sera pas susceptible de distribution autrement qu'aux détenteurs d'actions de cette catégorie encore émises et en cours après le rachat d'actions de cette catégorie tel que décrit au paragraphe 11.6.

11.4. Remboursement

Les détenteurs d'actions de cette catégorie ont le droit de recevoir, en cas de dissolution, de liquidation volontaire ou forcée ou de toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société, en priorité sur les détenteurs d'actions de catégorie « A » et « L », un montant équivalent à la valeur de rachat des actions de cette catégorie telle que décrite au paragraphe 11.6.

11.5. Participation additionnelle

Les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont droit à aucune participation additionnelle dans les biens, les profits ou les surplus d'actifs de la société.

11.6. Rachat automatique

Dès le décès d'un détenteur d'actions de cette catégorie, la société rachète toutes les actions de cette catégorie détenues par le défunt immédiatement avant son décès à la valeur qu'elles représentaient le jour précédent son décès, soit le montant versé à la société lors de l'émission. La société dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date du décès pour verser aux liquidateurs ou aux administrateurs successoraux du défunt ledit montant, sur réception des certificats qui représentent les actions rachetées.

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, en cas de décès de l'actionnaire qui détenait les actions rachetées, la société doit, dans les trente (30) jours, payer en entier le prix de rachat à la personne qui y a droit.

Le rachat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

11.7. Achat de gré à gré

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, la société peut sans avis, lorsqu'elle le jugera à propos et sans tenir compte des autres catégories d'actions, acheter de gré à gré tout ou partie des actions de cette catégorie émises et en circulation. La société ne peut toutefois acheter ces actions pour un prix supérieur à leur prix de rachat fixé précédemment.

L'achat par la société de ces actions emporte leur annulation. De plus, la société réduit la subdivision de son compte de capital-actions émis et payé tenue pour ces actions du montant prévu à la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec.

12. ACTIONS DE CATÉGORIE « L » (ACTIONS NON VOTANTES ET PARTICIPANTES)

12.1. Dispositions

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de cette catégorie pour une contrepartie versée à la subdivision du compte de capital-actions émis et payé également illimitée. Ces actions sont sans valeur nominale.

12.2. Droit de vote

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, les détenteurs d'actions de cette catégorie n'ont pas le droit de voter aux assemblées des actionnaires de la société, ni de recevoir d'avis de convocation ou d'assister à ces assemblées.

12.3. Dividende et reliquat des biens

Sujet aux droits et restrictions afférents aux autres catégories d'actions, les actions de cette catégorie, de pair avec les détenteurs d'actions de catégorie « A », comportent le droit :

12.3.1. de participer dans les biens, profits et surplus d'actif de la société et à cette fin de recevoir tout dividende déclaré;

- 12.3.2. de se partager le reliquat des biens lors de la dissolution, de la liquidation volontaire ou forcée ou toute autre distribution totale ou partielle des biens de la société.

12.4. Restriction

La société ne pourra verser aucun dividende sur les actions de cette catégorie, ni acheter de gré à gré ces actions, si ce paiement la rendait incapable de verser les sommes nécessaires pour acheter ou racheter toutes les actions de catégories « C », « D », « E » et « F » en circulation.

ANNEXE B

AUX STATUTS DE CONSTITUTION

1. RESTRICTIONS SUR LA CESSION DES TITRES

- 1.1. À défaut de dispositions spécifiques contenues dans une ou des conventions signées entre les porteurs restreignant la cession des titres de la société, ces titres, à l'exception des titres de créances non convertibles, ne peuvent être cédés ou transférés de quelque manière que ce soit, à moins que telle cession ou tel transfert ne soit dûment accepté par résolution du conseil d'administration de la société, le tout sujet aux conditions et aux modalités énoncées au *Règlement sur l'exercice de la profession de médecin vétérinaire en société (Code des professions, L.R.Q., c. C-26, a. 93, par g et h et et a. 94 par. p)*.
- 1.2. La totalité des droits de vote rattachés aux actions de la société doit être détenue :
 - 1.2.1. soit par des médecins vétérinaires;
 - 1.2.2. soit par des personnes morales, une fiducie ou toute autre entreprise dont les droits de vote rattachés aux actions, aux parts sociales ou aux titres de participation ou aux autres droits sont détenus en totalité par au moins un médecin vétérinaire;
 - 1.2.3. soit à la fois des personnes, fiducies ou une autres entreprises visées aux sous-paragraphe 1.2.1 et 1.2.2;
- 1.3. La totalité des actions qui ne comportent pas de droit de vote est détenue :
 - 1.3.1. soit par des médecins vétérinaires;
 - 1.3.2. soit par un parent ou des alliés d'un médecin vétérinaire détenant des actions visées au paragraphe 1.2;
 - 1.3.3. soit par le conjoint d'un médecin vétérinaire détenant des actions visées au paragraphe 1.2;
 - 1.3.4. soit par un employé de la société;
 - 1.3.5. soit des personnes morales, des fiducies ou toute autre entreprise dont les droits de vote rattachés aux actions, aux parts sociales ou aux titres de participation ou autres droits sont détenus en totalité par une personne visée aux paragraphes 1.3.1, 1.3.2, 1.3.3 ou 1.3.4;

- 1.3.6. soit à la fois par des personnes morales, des fiducies ou toute autre entreprise visées aux paragraphes 1.3.1, 1.3.2, 1.3.3, 1.3.4 ou 1.3.5;
- 1.4. Les actions du capital-actions de la société ne peuvent être transférées sans le consentement de son conseil d'administration;

2. AUTRES DISPOSITIONS

- 2.1. Fabricant ou grossiste de médicaments ou de nourriture destinée aux animaux

Aucun fabricant ou grossiste de médicaments ou de nourriture destinée aux animaux, ni aucune personne détenant majoritairement les actions d'un tel fabricant ou grossiste ne détient d'action de la société.

- 2.2. Administrateurs du conseil d'administration

Les administrateurs du conseil d'administration de la société par actions sont en majorité des médecins vétérinaires. Pour constituer le quorum à une assemblée des administrateurs d'une société, la majorité des membres présents pour engager celle-ci doit être composée de médecins vétérinaires.

- 2.3. Président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration de la société par actions est médecin vétérinaire et actionnaire avec droit de vote.

- 2.4. Exercice du droit de vote se rattachant à une action

Seul un médecin vétérinaire est investi, par entente ou procuration, de l'exercice du droit de vote se rattachant à une action détenue par un médecin vétérinaire ou par une personne morale, une fiducie ou toute autre entreprise visées au paragraphe 1.2.2.

3. RESTRICTIONS SUR LE TRANSFERT DES ACTIONS

Tout actionnaire qui désire transférer ses actions doit présenter à la société une demande de consentement écrite qui fournit le nom et les coordonnées de l'acquéreur ainsi que le certificat d'actions dûment endossé, s'il en existe un. Ce transfert d'actions est assujetti au consentement du conseil d'administration. Le conseil d'administration doit rendre sa décision dans les soixante (60) jours de la réception de la demande, la consigner par écrit dans une résolution et fournir ses motifs en cas de refus.

4. ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES HORS DU QUÉBEC

Les assemblées des actionnaires de la société, y compris les assemblées générales annuelles et les assemblées extraordinaire, peuvent avoir lieu en dehors du Québec.

5. CONVENTION UNANIME DES ACTIONNAIRES

Lorsqu'un pouvoir, qui, en vertu des statuts, doit être exercé par le conseil d'administration, a été retiré au conseil d'administration pour être assumé par les actionnaires aux termes d'une convention unanime des actionnaires selon l'article 214 de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec, toute référence dans les statuts ou dans les règlements à l'exercice de ce pouvoir par le conseil d'administration ou par un ou plusieurs administrateurs doit se lire comme étant une référence à l'exercice de ce pouvoir par l'assemblée des actionnaires aux termes de la convention unanime des actionnaires.

ANNEXE C

AUX STATUTS DE CONSTITUTION

1. LIMITES IMPOSÉES À L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DE LA SOCIÉTÉ

Exercer des activités professionnelles.

